

**Assemblée générale**

Cinquante-cinquième session

Documents officiels

Distr. générale

1er juin 2001

Français

Original: anglais

---

**Cinquième Commission****Compte rendu analytique de la 61<sup>e</sup> séance**

Tenue au Siège, à New York, le jeudi 10 mai 2001, à 10 heures

*Président :* M. Rosenthal. . . . . (Guatemala)*Président du Comité consultatif pour les questions administratives et**Budgétaires :* M. Mselle**Sommaire**

Point 115 de l'ordre du jour : Rapports financiers et états financiers vérifiés, et rapports du Comité des commissaires aux comptes (*suite*)

Point 116 de l'ordre du jour : Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies (*suite*)

Point 123 de l'ordre du jour : Gestion des ressources humaines (*suite*)

*Rapport du Corps commun d'inspection sur la délégation de pouvoirs pour la gestion des ressources humaines et financières au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies*

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

01-36726 (F)



*La séance est ouverte à 10 h 15*

**Point 115 de l'ordre du jour : Rapports financiers et états financiers vérifiés, et rapports du Comité des commissaires aux comptes (suite)**

(A/55/5 (Vol. II), A/55/380/Add.2 et A/55/878)

1. **M. Nesser** (Suède), parlant au nom de l'Union européenne, considère que le rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les opérations de maintien de la paix des Nations Unies (A/55/5 (Vol. II)) donne aux États Membres des renseignements précieux sur le fonctionnement et la gestion des opérations de maintien de la paix et fait savoir que l'Union européenne souscrit aux recommandations qui sont formulées dans ledit rapport. M. Nesser regrette que le rapport ait été publié quelque 14 semaines après sa signature par le Comité des commissaires aux comptes, le 31 janvier 2001. Le coût des opérations de maintien de la paix étant vraisemblablement appelé à connaître une forte augmentation au cours du prochain cycle budgétaire, les États Membres doivent étudier encore plus attentivement les budgets de ces opérations et les états financiers correspondants. Ils sont aussi de plus en plus tenus d'étendre ce contrôle à la gestion des activités de maintien de la paix, tant au Siège que sur le terrain. La publication tardive de la documentation empêche les États Membres de s'acquitter efficacement de cette tâche. M. Nesser demande au Secrétariat de prendre note de ce problème et de faire en sorte qu'à l'avenir le rapport du Comité soit publié début avril.

2. L'Union européenne considère que la vérification des comptes est une fonction essentielle, en particulier pour évaluer les modalités de gestion et suivre la mise en œuvre des recommandations, et estime que les vérificateurs des comptes résidents facilitent les choses à cet égard. M. Nesser note avec satisfaction qu'aucune question importante n'est en suspens pour ce qui est du rapport du Comité pour l'exercice se terminant le 30 juin 1998. Cependant, le Comité des commissaires aux comptes a dû rappeler à l'Administration qu'elle devait assurer la pleine mise en œuvre de certaines des recommandations formulées dans son rapport pour l'exercice se terminant le 30 juin 1999. M. Nesser est persuadé que l'Administration prendra les mesures qui s'imposent pour donner suite sans tarder à ces rappels.

3. Les commentaires du Comité des commissaires aux comptes découlant de l'examen des problèmes rencontrés par plusieurs missions, mais ils pourraient bien être plus largement applicables. Bien trop souvent, le

Comité des commissaires aux comptes fait état de problèmes pouvant avoir de graves conséquences pour le contrôle et la gestion des ressources de l'Organisation ainsi que de cas de non respect des règles, règlements ou lignes directrices pouvant nuire à la mise en œuvre du mandat d'une mission. La formation a un rôle important à jouer pour remédier à cette situation. L'Union européenne reconnaît les améliorations apportées à la formation et la valeur ajoutée à cette fonction par la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi. Toutefois, elle note que dans plusieurs cas, la formation a eu lieu après que les agents concernés eurent rejoint leurs postes dans les missions et que, dans d'autres, le personnel a été formé mais n'a pas été affecté au service des missions. Une formation adaptée et en temps voulu pourrait contribuer à la mobilité et au recrutement, ce qui permettrait de réduire dans une certaine mesure le pourcentage élevé de postes vacants dans certaines missions. Il incombe donc à la gestion d'utiliser le système de notation du personnel pour déterminer les besoins de formation. L'Union européenne a pris note, à cet égard, des commentaires et recommandations contenus dans le rapport connexe du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/55/878).

4. Afin de faciliter l'évaluation de la gestion des missions de maintien de la paix, chaque mission devrait fixer des objectifs dans le domaine de l'administration, qui pourraient être reflétés dans sa présentation budgétaire. Ces objectifs pourraient soit découler de ceux fixés au Siège sur la base des recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes, soit être établis individuellement dans les missions. Le Département des opérations de maintien de la paix pourrait suivre leur réalisation et en rendre compte à l'Assemblée générale dans les rapports pertinents d'exécution du budget. Les missions, pour leur part, devraient avoir l'occasion de faire savoir comment le niveau des postes non pourvus a affecté la réalisation de leurs objectifs.

5. M. Nesser prend note des points soulevés à propos des demandes de règlement, en particulier celles considérées comme valables et concernant des services déjà rendus, et attend avec impatience l'examen plus approfondi de cette question dans le cadre des consultations.

6. **Mme Merchant** (Norvège) regrette que le rapport du Comité des commissaires aux comptes ait été publié tardivement, alors qu'il aurait dû pouvoir être consulté bien avant la deuxième partie de la reprise de la cin-

quante-cinquième session de l'Assemblée générale. Pour que les États Membres puissent jouer leur rôle moteur en matière de contrôle, ils doivent en effet être en mesure de consacrer suffisamment de temps à la question.

7. La délégation norvégienne considère avec le Comité consultatif que le premier rapport du Secrétaire général sur l'application des recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes concernant les opérations de maintien de la paix pour l'exercice clos le 30 juin 2000 (A/55/380/Add.2) aurait dû présenter des informations sur les progrès accomplis, ainsi que sur les résultats et modifications découlant de la mise en œuvre des recommandations ou des mesures correctives prises pour y donner suite. Les efforts faits par l'Administration pour réduire le montant des demandes de règlement certifiées sont tout à fait bienvenus. Avec l'introduction de la nouvelle méthode de remboursement du matériel appartenant aux contingents, le problème ne se répétera plus et il faut espérer que la question du passif éventuel de 39,9 millions de dollars sera traitée aussitôt que possible.

8. La délégation norvégienne se félicite des commentaires et recommandations formulés par le Comité dans les paragraphes 21 et 22 de son rapport, concernant la nécessité de ne pas opérer de compensations entre soldes créditeurs et soldes débiteurs, et elle convient avec le Comité consultatif qu'il y a lieu de s'assurer que cette manière de procéder n'est pas appliquée dans d'autres opérations des Nations Unies. Elle appuie aussi sans réserve la recommandation du Comité des commissaires aux comptes, figurant au paragraphe 27 de son rapport, selon laquelle l'Administration devrait instituer des procédures pour assurer l'application de la règle de gestion financière de l'ONU 104.1, qui veut que les obligations soient constatées par un document approprié d'engagement de dépense, et faire en sorte par ailleurs que les engagements de dépenses soient imputés sur les crédits correspondants de l'exercice approprié. Contracter des obligations sans une documentation correspondante valable entraîne, en effet, le risque de fraude. Mme Merchant se déclare satisfaite par l'amélioration générale du taux de recouvrement des sommes dues par le personnel, notant que les dettes identifiées ne sont pas importantes, et elle demande instamment à l'Administration de poursuivre ses efforts dans ce domaine.

9. La délégation norvégienne souscrit à la demande du Comité consultatif qui souhaite qu'il soit procédé, dans le cadre du prochain audit, à une évaluation approfondie de tous les aspects de l'application des nouvelles dispositions pour le remboursement du matériel appartenant aux contingents, en sélectionnant de préférence des missions représentatives. Elle souscrit aussi à l'invitation faite au Comité des commissaires aux comptes d'évaluer l'efficacité du dispositif des vérificateurs résidents. La recommandation du Comité figurant au paragraphe 59 de son rapport est tout à fait bienvenue et il faut espérer que les changements recommandés élimineront les retards dans le traitement des demandes de remboursement relatives au matériel appartenant aux contingents. La délégation norvégienne note que le Bureau des services de contrôle interne a récemment mené une évaluation du Système de contrôle du matériel des missions et attend avec impatience la publication d'un rapport du Secrétaire général sur ce point.

10. Pour ce qui est de la recommandation figurant au paragraphe 95 du rapport du Comité des commissaires aux comptes, selon laquelle l'Administration doit procéder à l'examen des ressources actuellement disponibles pour répondre aux besoins des opérations de maintien de la paix en matière d'achats, recourir à des contrats-cadres chaque fois que possible et encourager une planification rationnelle des achats, Mme Merchant fait savoir que sa délégation convient avec le Comité consultatif qu'il serait prématuré que le Département des opérations de maintien de la paix se déclare favorable à la création d'une section pleinement autonome qui s'occuperait uniquement des achats relatifs au maintien de la paix.

11. **M. Orr** (Canada), parlant aussi au nom de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, se déclare déçu par la publication tardive du rapport du Comité des commissaires aux comptes. Pour ce qui est du tableau 3, qui présente les liquidités et éléments de passif au 30 juin 2000, M Orr note que quelques 30 missions figurent sur la liste, dont seulement 12 sont actives. Les comptes d'un grand nombre d'opérations de maintien de la paix achevées restent ouverts du fait de l'incapacité de certains États Membres à verser leurs quotes-parts. M. Orr invite tous les États Membres à honorer leurs obligations en vertu de la Charte et à verser en totalité leurs contributions à toutes les opérations de maintien de la paix et demande en outre quels ef-

forts ont été faits par le Secrétariat pour recouvrer les arriérés de paiement dus de longue date.

12. La délégation canadienne aimerait savoir pourquoi quelque 20,1 millions de dollars restent dans le compte du Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition (GANUPT), alors que les engagements sont pratiquement nuls. Lorsque des opérations de maintien de la paix achevées présentent un solde positif supérieur au passif, ce passif doit être soldé, les comptes doivent être fermés et le solde restitué aux États Membres. En 1999, les liquidités ont représenté l'équivalent de près d'une année pleine de dépenses de maintien de la paix, alors qu'en 2000 elles n'ont représenté que de huit mois de dépenses. M. Orr voudrait donc savoir quel est le niveau approprié de liquidités.

13. La réduction du montant des engagements non adéquatement indiqués dans les états financiers est tout à fait bienvenue, mais il faut espérer que le Comité des commissaires aux comptes n'aura plus à appeler l'attention de la Commission sur cette pratique à l'avenir.

14. Il faut remédier de façon systématique aux lacunes de gestion mises en évidence par le Comité des commissaires aux comptes. Cependant, il faut aussi éviter que ces problèmes ne se renouvellement et faire en sorte que de nouveaux problèmes n'apparaissent pas. Dans cette optique, la qualité de la composante civile des missions de maintien de la paix doit être améliorée. Actuellement, le manque de clarté des procédures de recrutement, l'absence de formation préalable à la mission et les contrats de courte durée conduisent à un pourcentage élevé de postes non pourvus et à un manque de motivation du personnel sur le terrain. La délégation canadienne soutient sans réserve les recommandations du Comité consultatif visant à faire face à cette situation. La mise en œuvre de ces recommandations, de même que les réformes du Secrétaire général dans le domaine de la gestion des ressources humaines, contribueront à une plus grande efficacité et motivation de la composante civile des missions de maintien de la paix.

15. **M. Repasch** (États-Unis d'Amérique) estime que l'examen approprié et en temps voulu par les organismes intergouvernementaux des rapports des organes de contrôle constitue un élément déterminant d'un suivi efficace. Il regrette donc la publication tardive du rapport du Comité des commissaires aux comptes et espère que la Commission pourra examiner de plus près les conclusions et recommandations du Comité lors-

qu'elle étudiera le projet de budget des diverses missions dans le cadre des consultations.

16. Pour ce qui est des conclusions du Comité des commissaires aux comptes, M. Repasch demande instamment au Département des opérations de maintien de la paix d'éviter à l'avenir que deux sections différentes procèdent à la comparaison des rapports de vérification concernant le matériel appartenant aux contingents avec les mémorandums d'accord. Notant que, pour l'ensemble des dix dossiers concernant des achats déjà effectués qui ont été vérifiés par le Comité, les rapports d'exécution des contrats conclus avec les fournisseurs n'ont toujours pas été soumis, M. Repasch rappelle que le Département doit respecter les règlements et règles pertinents. Il demande de plus amples éclaircissements concernant la conclusion selon laquelle deux missions avaient émis des documents d'engagement de dépenses d'un montant total d'environ 6,4 millions de dollars qui avaient servi à financer des services de transport ainsi que des achats de biens et de services, contrevenant ainsi Manuel financier de l'Organisation des Nations Unies. Enfin, il juge inquiétant qu'au 8 novembre 2000, quelque 20 % des postes autorisés dans les missions demeuraient vacants. Il voudrait savoir quelles sont les mesures qui ont été prises pour faire face à cette situation.

17. **M. Farid** (Arabie saoudite) fait savoir que sa délégation souscrit à la recommandation du Comité consultatif (A/55/878, par. 16) selon laquelle les dispositions requises doivent être prises pour que suffisamment de personnel qualifié, dûment formé et stable, soit affecté à l'exécution des tâches associées à la passation des marchés dans les missions opérationnelles. Il souscrit aussi à la recommandation du Comité des commissaires aux comptes figurant au paragraphe 80 de son rapport concernant la mise à jour du système de contrôle du matériel des missions.

18. **Mme Benary** (Sous-Secrétaire de la Commission), répondant aux commentaires formulés par les membres de la Commission à propos de la publication tardive du rapport du Comité des commissaires aux comptes, précise que le Chef du Service central de planification et de coordination l'a informée que le rapport avait été soumis en temps voulu. Cependant, les manuscrits plus longs et plus compliqués sont plus difficiles à traiter que les manuscrits plus courts et plus simples. En outre, le Service a dû s'occuper, en même temps, de la documentation pré-session et en session de la Cinquième Commission pour la première partie de la re-

prise de la cinquante-cinquième session de l'Assemblée générale ainsi que la documentation pré-session de la Commission pour la deuxième partie de la reprise de la cinquante-cinquième session. L'essentiel de cette documentation a été publiée assez rapidement. Le Service est, bien entendu, conscient de l'importance du rapport du Comité des commissaires aux comptes et des problèmes que posent aux délégations la publication tardive de la documentation.

19. **M. Bhana** (Directeur de la vérification extérieure des comptes de la République d'Afrique du Sud) rappelle, en ce qui concerne les engagements de quelque 39,9 millions de dollars ne figurant pas en tant qu'éléments de passif dans les états financiers, que le Comité des commissaires aux comptes a toujours été d'avis qu'une fois que les demandes de remboursement concernant des services déjà rends à l'Organisation ont été validées par le Département des opérations de maintien de la paix, un engagement valable existe. Le Comité a choisi de ne pas assortir de réserves son avis sur les états financiers des opérations de maintien de la paix des Nations Unies car le Secrétariat a suivi des procédures à peu près conformes aux règles de gestion financière et a au moins indiqué les 39,9 millions de dollars de passifs éventuels dans les notes relatives à ces états. Le Comité a aussi tenu compte des efforts faits par le Secrétariat pour réduire le montant des engagements non imputés. En outre, les engagements en question concernent des demandes relevant de l'ancien système de remboursement applicable au matériel appartenant aux contingents, qui a été depuis sensiblement amélioré, et le Comité escompte que ces engagements seront progressivement éliminés au cours des prochains exercices.

20. En ce qui concerne la publication tardive du rapport du Comité, M. Bhana fait remarquer que le Comité s'est toujours efforcé d'assurer la publication en temps voulu de ses rapports. De fait, le rapport a été signé le 31 janvier 2001 et transmis au Secrétariat début février.

21. Le Comité est aussi d'avis que la fixation d'objectifs est un élément important d'une bonne gestion opérationnelle et gardera cette question à l'esprit lors des prochains audits. Il a pris note des préoccupations exprimées par plusieurs délégations concernant la gestion du matériel durable et souscrit à l'opinion selon laquelle, avec le système de contrôle du matériel des missions, de meilleurs résultats pourraient être obtenus. Le Comité a aussi noté avec satisfaction que les responsables de plusieurs missions mettent déjà en œuvre

des mesures visant à améliorer le contrôle du matériel sous leur garde. M. Bhana considère également comme très grave le fait que deux missions aient émis des documents d'engagement de dépenses pour financer des services de transport ainsi que les achats de biens et de services, contrevenant ainsi au Manuel financier de l'Organisation des Nations Unies.

22. Enfin, le Comité convient avec le Comité consultatif que l'examen des ressources actuellement disponibles pour couvrir les achats nécessaires aux missions de maintien de la paix doit avoir lieu dans le cadre d'un examen d'ensemble des achats.

23. **M. Karia** (Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité) fait savoir que le Secrétariat a pris note des préoccupations de la Commission concernant les 39,9 millions de dollars d'éléments de passif pour la période se terminant le 30 juin 2000. Le Comité consultatif et le Comité des commissaires aux comptes ont confirmé que les mesures prises par l'Administration à cet égard sont conformes au Règlement financier et aux Règles de gestion financière de l'ONU.

24. De manière générale, l'Administration a appliqué la comptabilité sur la base des engagements, conformément aux normes comptables de l'ONU ; dans le cas considéré, toutefois, l'Assemblée générale n'avait pas expressément autorisé les ouvertures de crédit nécessaires pour comptabiliser les dépenses. Néanmoins, le montant en question est indiqué dans les notes relatives aux états financiers, qui font partie intégrante de ceux-ci, en tant qu'élément de passif.

25. Dans les rapports finals d'exécution des budgets de l'Opération des Nations Unies en Somalie (ONUSOM) et de la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR), l'Administration soumettra des propositions à l'Assemblée générale sur les financements nécessaires pour couvrir les demandes de remboursement reçues de pays fournissant des contingents qui sont encore en instance. Elle a suivi la même procédure dans le cas des Forces de paix des Nations Unies et, après approbation par l'Assemblée générale de financements supplémentaires, les éléments de passif apparaissant dans les états financiers des opérations de maintien de la paix pour la période se terminant le 30 juin 1999 ont été réduits d'environ 73 %.

26. L'Administration n'a ménagé aucun effort pour recouvrer les quotes-parts non versées ; elle a publié un rapport sur la question et envoyé des rappels aux États

Membres, le Secrétaire général adjoint à la gestion s'étant adressé à la Commission à plusieurs reprises à propos de la situation financière des opérations de l'Administration dans la perspective du budget ordinaire et des activités de maintien de la paix.

27. Le niveau des liquidités disponibles par rapport aux dépenses mensuelles de ces activités varie d'une année sur l'autre et peut être affecté par des facteurs comme le montant des quotes-parts annuelles qui sont recouvrées et le nombre et la nature des opérations de maintien de la paix en cours. Par exemple, en 2000, il y a eu plusieurs opérations actives, notamment l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor Oriental (ATNUTO), la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK), la Mission des Nations Unies en Sierra Leone (MINUSIL) et l'Opération des Nations Unies au Congo (ONUC). En conséquence, les liquidités disponibles ont été moindres cette année qu'en 1999.

28. M. Karia répondra aux autres questions dans le cadre des consultations.

29. **M. Orr** (Canada) n'est pas satisfait des raisons invoquées par le Secrétariat pour expliquer la publication tardive du rapport des commissaires aux comptes. Comme les années précédentes, bien que le document ait été soumis à temps, il n'a pas été publié avant le début de la reprise de la session et ne peut donc être adéquatement discuté. M. Orr suggère que, dans son examen du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2002-2003, la Commission examine la façon dont le Département des affaires de l'Assemblée générale et des services de conférence établit les priorités pour le traitement des documents et s'interroge sur le point de savoir s'il ne vaudrait pas mieux externaliser certains documents ne pouvant être publiés à temps.

**Point 116 de l'ordre du jour : Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies (suite)**  
(A/55/857 et Add. 1)

**Point 123 : Gestion des ressources humaines (suite)**

*Rapport du Corps commun d'inspection sur la délégation de pouvoirs pour la gestion des ressources humaines et financières au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies*

30. **M. Münch** (Corps commun d'inspection), présentant le rapport du Corps commun d'inspection (CCI)

sur la délégation de pouvoirs pour la gestion des ressources humaines et financières au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies (JIU/REP/2000/6) (A/55/857), indique que le CCI est très favorable aux efforts faits par le Secrétaire général pour avoir plus largement recours à la délégation de pouvoirs dans le cadre de son programme de réforme d'ensemble et se félicite des progrès déjà réalisés par le Secrétariat dans ce domaine. Il regrette, cependant, le retard indu avec lequel le rapport a été traité et les commentaires du Secrétaire général à ce sujet ont été présentés (A/55/857/Add.1). Il espère qu'à l'avenir aucun effort ne sera ménagé pour assurer une transmission plus rapide des commentaires.

31. Le message essentiel du rapport, comme il est indiqué dans la recommandation 1, est que la délégation de pouvoirs doit s'inscrire dans un plan d'action global et résulter d'une approche systématique.

32. Pour ce qui est de la recommandation 2, le paragraphe 60 du rapport indique que les principes clairs qui doivent régir la publication des textes administratifs ne sont pas toujours respectés. M. Münch s'étonne des commentaires selon lesquels, d'une part, une telle affirmation ne s'appuie pas sur des exemples précis et, de l'autre, les modalités de promulgation, d'amendement et d'abrogation des textes administratifs sont scrupuleusement respectées (A/55/857/Add. 1, par. 9), les paragraphes 61 à 66 du rapport énumérant plusieurs cas particuliers dans lesquels ces procédures n'ont pas été suivies. Les agents ne devraient pas avoir de mal à trouver les textes administratifs dont ils besoin et ne devraient pas avoir à envisager la possibilité que des parties de ces textes ne sont pas encore entrées en vigueur.

33. M. Münch se félicite de l'acceptation par le Secrétaire général des recommandations 3, 4 et 5. La publication du Règlement financier et des Règles de gestion financière sous la forme de circulaires du Secrétaire général aurait dû intervenir depuis longtemps ; il est indispensable d'incorporer sans délai les modifications au Règlement financier qui ont été approuvées par l'Assemblée générale et de revoir les cas où des textes administratifs se contredisent l'un l'autre où des textes de moindre statut contredisent des textes plus importants, en particulier dans le domaine de la réception et de la garde de fonds.

34. Pour ce qui est de la recommandation 6, M. Münch est surpris des commentaires figurant au paragraphe 18

selon lesquels, d'une part, les délégations de pouvoirs devraient être d'ordre général et organisées par des circulaires et des instructions administratives et, de l'autre, la délégation de pouvoirs se pratique bel et bien au Secrétariat. Ce ne sont pas seulement les chefs de département ou de bureau et les responsables de programme qui exercent les pouvoirs délégués ; un grand nombre d'autres personnes sont en cause et le recours à des lettres individuelles de délégation contribuerait à éviter la confusion. Cependant, M. Münch note que le paragraphe 19 des commentaires reconnaît la nécessité d'instructions, d'orientations et d'une aide personnalisée dans le cas de la délégation des pouvoirs nécessaires à la gestion financière.

35. La recommandation 7 n'a rien à voir avec l'existence de règles applicables en matière de délégation de pouvoirs, mentionnée au paragraphe 21 des commentaires. Il ressort d'entretiens avec des hauts responsables que les nouveaux chefs de département et responsables de programme ne sont pas toujours bien préparés pour faire face aux complexités des règles administratives et de gestion de l'ONU ; même lorsque les réglementations, règles et instructions sont parfaitement rédigées, la connaissance d'un système complexe ne s'acquiert pas automatiquement.

36. M. Münch note avec appréciation l'acceptation par le Secrétaire général de la recommandation 8 et les informations supplémentaires fournies aux paragraphes 23 et 24 des commentaires. Pour ce qui est de la recommandation 9, il souligne que l'approche globale nécessaire doit couvrir tous les domaines de gestion, et pas seulement la gestion des ressources humaines.

37. Enfin, tout en se félicitant de l'acceptation générale par le Secrétaire général de la recommandation 10, M. Münch ne souscrit pas à l'opinion selon laquelle cette recommandation donne l'impression qu'il n'existe actuellement aucun système de responsabilisation ; le rapport reconnaît les réalisations du Secrétariat dans ce domaine et indique simplement les points sur lesquels de nouvelles améliorations sont nécessaires.

38. **Mme Salim** (Secrétaire générale adjointe à la gestion des ressources humaines) présente les commentaires du Secrétaire général sur le rapport du Corps commun d'inspection (A/55/857/Add.1). Elle constate avec satisfaction que les inspecteurs souscrivent aux efforts faits par le Secrétaire général concernant la délégation de pouvoirs et qu'un grand nombre des recommandations correspondent, en fait, à des initiatives

qui ont déjà été prises entre-temps. A cet égard, Mme Salim appelle l'attention sur les rapports du Secrétaire général concernant les obligations liées aux responsabilités (A/55/270) et la réforme de la gestion des ressources humaines (A/55/253 et Corr. 1).

39. Dans la recommandation 6, le CCI propose la délivrance de lettres individuelles de délégation. La Secrétaire générale estime que si d'autres améliorations sont possibles, le mécanisme à deux niveaux existant pour la délégation de pouvoirs aux échelons organisationnel et individuel constitue un cadre approprié qui permet des ajustements dans les niveaux de pouvoirs délégués et assurent la responsabilité et la transparence comptable des agents de l'ONU.

40. **M. Mirmohammad** (République islamique d'Iran), parlant au nom du Groupe des 77 et de la Chine, demande des explications sur le retard avec lequel a été publié le rapport du CCI – qui a été soumis en 2000 – ainsi que les commentaires correspondants ; si ces documents avaient été publiés à temps, la Commission aurait pu les examiner dans le cadre de ses discussions sur la gestion des ressources humaines.

41. L'Assemblée générale a toujours souligné que toute délégation de pouvoirs doit être exercée conformément à la Charte et aux règles et règlements de l'ONU et doit respecter des principes clairs en matière d'autorité et de responsabilité. Le Groupe des 77 et la Chine attachent une attention particulière à la recommandation 2 (Formulation claire des politiques et des procédures). Ils estiment que la recommandation 4 (Publication d'une version révisée du Règlement financier et des Règles de gestion financière) devrait être élargie de façon à inclure le Statut et le Règlement du personnel. M. Mirmohammad s'interroge sur le point de savoir si la recommandation 6 (Délivrance de lettres individuelles de délégation) implique la délégation de pouvoirs supplémentaires à des individus ou suppose simplement le respect des directives chaque fois que des pouvoirs sont délégués. Pour ce qui est de la recommandation 9 (Suivi), l'Assemblée générale a souvent souligné que des mécanismes bien conçus de responsabilisation, y compris des procédures internes de suivi et de contrôle, doivent être mis en place avant que des pouvoirs ne soient délégués aux responsables des programmes. Enfin, la recommandation 11 souligne à juste titre la nécessité de faire en sorte que les vues et suggestions du personnel soient prises en compte et de tenir des consultations avec les représentants du personnel avant la délégation de pouvoirs.

42. **M. Farid** (Arabie saoudite) souscrit pleinement à la déclaration faite par le représentant de la République islamique d'Iran au nom du Groupe des 77 et de la Chine.

43. La délégation de pouvoirs devrait se faire dans un certain ordre. Premièrement, les vues et suggestions du personnel devraient être prises en compte (recommandation 11) ; puis un système général de responsabilisation devrait être mis en place, eu égard à la nécessité de mécanismes adéquats d'évaluation des résultats obtenus par les fonctionnaires auxquels des pouvoirs ont été délégués ainsi que d'indicateurs de résultat et de mécanismes de mise en œuvre (recommandation 10). Enfin, les pouvoirs délégués devraient être clairement définis dans des lettres individuelles (recommandation 6).

44. **M. Nakkari** (République arabe syrienne) fait savoir que sa délégation souscrit aussi à la déclaration prononcée par le représentant de la République islamique d'Iran au nom du Groupe des 77 et de la Chine. La recommandation 6, concernant la délivrance de lettres individuelles de délégation répond à nombre des préoccupations de l'Assemblée générale, qui a demandé l'établissement d'un système clair de responsabilisation avant que les pouvoirs ne soient délégués. M. Nakkari ne partage pas l'opinion exprimée par la Secrétaire générale adjointe à la gestion des ressources humaines, selon laquelle le système actuel de délégation de pouvoirs est équilibré et adéquat, et souligne la nécessité de prendre en compte les vues du personnel sur cette question.

45. **M. Repasch** (États-Unis d'Amérique) estime que le rapport du CCI met en évidence ce qui est peut-être une déficience du processus de contrôle, à savoir le long délai écoulé entre la publication du rapport du CCI et la publication du rapport correspondant du Secrétaire général. Dans l'intervalle, un grand nombre des conclusions et recommandations contenues dans le rapport du CCI ont sans doute été dépassées par les événements. En outre, la Commission se trouve ainsi confrontée à des informations parfois conflictuelles contenues dans deux rapports. Un processus de caractère plus consultatif devrait donc être suivi, dans le cadre duquel les commentaires du Secrétaire général seraient incorporés dans le rapport. La Commission aurait simplement pour tâche de décider si elle veut ou non approuver l'opinion commune formulée dans le rapport.

46. **M. Abdalla** (Jamahiriya arabe libyenne) estime que la question de la délégation de pouvoirs est importante mais complexe en particulier pour le Bureau de la gestion des ressources humaines. A son avis, les divers départements du Secrétariat n'ont actuellement ni la capacité ni la logistique nécessaire pour exercer pleinement des pouvoirs. Une approche en plusieurs phases du problème devrait donc être adoptée.

47. La gestion des ressources humaines se préoccupe essentiellement des règles et réglementations ainsi que l'interprétation légale et des précédents. Il est donc aussi urgent de former aussi bien les responsables que le personnel d'appui avant de déléguer des pouvoirs en matière de gestion.

48. La délégation de la Jamahiriya arabe libyenne attache une grande importance à la recommandation 11, concernant la nécessité de consultations approfondies et utiles avec les représentants du personnel. La question de la responsabilité de l'encadrement dans l'utilisation et, éventuellement, l'utilisation abusive des pouvoirs délégués, ainsi que celle du rôle de l'Administration dans les activités générales de contrôle et de suivi sont aussi importantes. Les pouvoirs devraient être délégués non pas de façon générale mais de façon précise, les responsables les exerçant dans des limites clairement définies.

49. **M. Münch** (Corps commun d'inspection), répondant à la question posée par la délégation de la République islamique d'Iran, indique que la recommandation 6 doit être interprétée comme impliquant que des règles et procédures spécifiques doivent être respectées en cas de délégation de pouvoirs en matière de gestion.

50. Il souscrit aux observations formulées par le représentant des États-Unis d'Amérique concernant le caractère peu satisfaisant du processus de contrôle. Il aurait été préférable que les commentaires du Secrétaire général soient fournis dans les trois mois suivant la publication du rapport, comme prévu dans le statut du CCI. La question du processus de contrôle est toutefois plus large et sort du cadre de l'examen des rapports considérés.

51. M. Münch partage les opinions exprimées par le représentant de la République arabe libyenne concernant la nécessité de former les responsables. De fait, les inspecteurs estiment que l'établissement au Bureau de la gestion des ressources humaines d'un guichet de type « help desk », auprès duquel on pourrait obtenir des indications sur la mise en œuvre et l'interprétation



correcte des règles et règlements concernant les questions financières, les questions de personnel et la planification des programmes ainsi que les instructions administratives, contribuerait dans une large mesure à renforcer les compétences et la responsabilisation en matière de gestion.

52. **Mme Salim** (Secrétaire générale adjointe à la gestion des ressources humaines) indique, en ce qui concerne la recommandation 6, que la délivrance de lettres individuelles de délégations ne concerne pas la délégation de pouvoirs supplémentaires mais la clarification des pouvoirs et l'établissement de procédures appropriées pour assurer une clarté absolue concernant les rôles et les responsabilités.

53. **M. Juppín De Fondaumière** (Directeur du Bureau de la politique de gestion) fait savoir que le Secrétariat a pris note des préoccupations exprimées par nombre de délégations concernant le délai écoulé entre la publication du rapport du CCI et la publication du rapport correspondant du Secrétaire général. Il regrette ce retard, qui a été dû aux longues consultations qui ont eu lieu durant la préparation du rapport du Secrétaire général. En outre, le rapport a été soumis au Secrétariat en octobre précédent, à un moment où un grand nombre des parties appelées à commenter sur ses conclusions étaient préoccupées par d'autres questions d'une aussi grande priorité. Le Secrétariat fera tout son possible pour accélérer le processus à l'avenir.

54. **M. Repasch** (États-Unis d'Amérique) précise que sa délégation s'inquiète davantage des moyens de renforcer l'efficacité du processus d'inspection en lui donnant un caractère plus consultatif que de la question de savoir si le statut du CCI a bien été respecté. Le processus actuel n'est simplement pas satisfaisant.

55. **M. Abdalla** (République arabe syrienne) demande quelles sont les parties qui ont été consultées par le Secrétariat avec la publication des commentaires du Secrétaire général et si des représentants du personnel figurent

56. **M. Münch** (Corps commun d'inspection) considère que le respect du statut du CCI est un élément important du travail de cet organe. Les dispositions concernant les normes et les procédures applicables aux enquêtes prévoient que le secrétariat d'une organisation doit présenter des commentaires de fond sur les conclusions du CCI. Ce dernier se félicite de ces commentaires, qui contribuent à élargir l'examen d'ensemble. Malheureusement, les commentaires reçus

sont parfois superficiels, voire contradictoires. En outre, le processus consultatif tend à retarder la publication du rapport.

57. **M. Juppín De Fondaumière** (Directeur du Bureau de la politique de gestion), répondant à la question posée par le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne, indique que les consultations auxquelles il a fait allusion ont eu lieu au sein du Secrétariat.

*La séance est levée à 12 h 15.*